

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2011 — 3025

[C - 2011/14232]

12 SEPTEMBRE 2011. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 instituant le contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger et l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité

RAPPORT AU ROI

Sire

Le projet d'arrêté royal que nous présentons à la signature de Votre Majesté a pour objet une révision du catalogue des amendes en matière de contrôle technique.

Cette révision est basée sur 3 grands principes :

- Un défaut technique qui peut survenir à n'importe quel moment (par exemple aussi durant le trajet précédant le contrôle), n'est jamais sanctionné par une amende (1);

- Un défaut technique dont il peut être établi avec certitude qu'il existait déjà avant le début du trajet en cours est toujours sanctionné par une amende (2);

- Si le défaut constaté représente un danger pour la sécurité routière, l'utilisation du véhicule est interdite jusqu'à ce que le défaut ait été remédié. Si un contrôle approfondi est justifié, le véhicule peut être soumis à un contrôle complémentaire dans une station de contrôle proche (3).

Examen des articles

L'article 1^{er} met en application le 3^e principe évoqué ci-dessus.

L'article 2 renvoie à la liste en annexe des infractions et met en application les 2 premiers principes.

En plus la présentation de la liste des amendes a également été adaptée. En vue de la rendre plus lisible pour les usagers ainsi que pour les agents de contrôle, la liste des amendes est ajoutée en annexe à l'arrêté royal avec une description du défaut technique pour chaque infraction.

Les articles 3 et 4 augmentent le plafond existant de 3.000 EUR pour le total des amendes à percevoir ou à consigner à 6.000 EUR en cas de fraude ou d'obstruction.

L'article 5 ne demande aucun commentaire.

L'article 6 désigne le ministre chargé de l'exécution de cet arrêté.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

De votre Majesté,
le très respectueux
et fidèle serviteur.

Le Premier Ministre,
Y. LETERME

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,
E. SCHOUPE

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2011 — 3025

[C - 2011/14232]

12 SEPTEMBER 2011. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 september 2006 houdende invoering van de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die ingeschreven zijn in België of in het buitenland en het koninklijk besluit van 1 september 2006 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidsstoebehooren moeten voldoen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire

Het ontwerp van koninklijk besluit dat hierbij ter ondertekening aan Uwe Majesteit wordt voorgelegd heeft tot doel de huidige boetecatalogus technische controle te herzien.

Deze herziening is geschoeid op 3 grote principes :

- een technisch gebrek dat op gelijk welk moment (bv. ook tijdens de rit voorafgaande aan de controle) kan optreden, wordt nooit met een boete bestraft (1);

- een technisch gebrek waarvan met zekerheid kan worden aangenomen dat het reeds voor aanvang van de aan de gang zijnde rit aanwezig was, wordt steeds met een boete bestraft (2);

- indien het vastgestelde gebrek een gevaar betekent voor de verkeersveiligheid, wordt het gebruik van het voertuig opgeschort tot het euvel is hersteld. Indien een nader onderzoek gerechtvaardigd is, kan het voertuig worden onderworpen aan een bijkomende controle in een nabijgelegen keuringstation (3).

Bespreeking van de artikelen

Artikel 1 is de uitvoering van het hierboven gestelde 3de principe.

Artikel 2 verwijst naar de lijst in bijlage van de inbreuken en bevat de uitvoering van de eerste 2 principes.

Daarnaast werd ook de presentatie van de lijst van boetes aangepast. Met het oog op de leesbaarheid zowel voor de gebruikers als voor de controlebeambten wordt de lijst met boetes als bijlage bij het koninklijk besluit gevoegd met voor elke inbreuk een beschrijving van het technisch gebrek.

Artikel 3 en 4 verhogen het huidige plafond van 3.000 EUR voor het totaal van de te innen of te consigner sommen in geval van fraude of in geval van obstructie naar 6.000 EUR.

Artikel 5 behoeft geen commentaar.

Artikel 6 duidt de minister aan die belast is met de uitvoering van dit besluit.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en getrouwe dienaar.

De Eerste Minister,
Y. LETERME

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,
E. SCHOUPE

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

12 SEPTEMBRE 2011. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 instituant le contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger et l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, modifiée par les lois des 18 juillet 1990, 5 avril 1995, 4 août 1996, 27 novembre 1996 et 15 mai 2006, l'article 1^{er} et 4bis;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 instituant le contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, modifié par l'arrêté royal du 9 octobre 2009;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 29 septembre 2010.

Vu l'avis de la Commission consultative Administration-Industrie, donné le 22 décembre 2010;

Vu l'association des Gouvernements de Région;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès le Secrétaire d'Etat à la Mobilité, donné le 6 juin 2011, l'avis de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès le Ministre de la Justice, donné le 8 juin 2011 et l'avis de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès le Ministre des Finances, donné le 7 juillet 2011;

Vu l'avis 48.772/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 octobre 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Premier Ministre et du Secrétaire d'Etat à la Mobilité,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 4 de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 instituant le contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger, les paragraphes 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« § 2. Les contrôleurs peuvent, s'ils estiment que l'étendue des défauts d'entretien du véhicule utilitaire ou l'adaptation ou la modification apportée au véhicule peut poser un risque de sécurité :

1) pour autant qu'un examen plus approfondi n'est pas justifié, suspendre temporairement l'utilisation du véhicule, éventuellement par le retrait des documents de bord, y compris les licences de transport éventuellement exigées. Cette suspension prend fin lorsque le contrôleur constate que l'on a remédié au risque visé par cette suspension.

2) pour autant qu'un examen plus approfondi est justifié, soumettre le véhicule utilitaire à un contrôle plus élaboré dans une station de contrôle d'un organisme agréé, visé à l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation, située à la proximité. S'il est clair que lors de ce contrôle, le véhicule manifeste des défauts qui présentent un risque sérieux pour les occupants ou les autres usagers de la route, on peut, sur l'initiative du contrôleur, procéder à la suspension visée à 1. »

Art. 2. L'article 2 de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Dans les conditions fixées par l'article 4bis de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, les infractions reprises à l'annexe 2 du présent arrêté aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de

12 SEPTEMBER 2011. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 september 2006 houdende invoering van de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die ingeschreven zijn in België of in het buitenland en het koninklijk besluit van 1 september 2006 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1990, 5 april 1995, 4 augustus 1996, 27 november 1996 en 15 mei 2006, artikel 1 en 4bis;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 september 2006 houdende invoering van de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die ingeschreven zijn in België of in het buitenland;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 september 2006 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 oktober 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 29 september 2010;

Gelet op het advies van de Raadgevende Commissie Administratie-Nijverheid, gegeven op 22 december 2010;

Gelet op de betrokkenheid van de Gewestregeringen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de Staatssecretaris voor Mobiliteit, gegeven op 6 juni 2011, het advies van de Inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de Minister van Justitie, gegeven op 8 juni 2011 en het advies van de Inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de Minister van Financiën, gegeven op 7 juli 2011;

Gelet op het advies 48.772/4 van de Raad van State, gegeven op 26 oktober 2010, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Eerste Minister en de Staatssecretaris voor Mobiliteit,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 4 van het koninklijk besluit van 1 september 2006 houdende invoering van de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die ingeschreven zijn in België of in het buitenland, worden paragrafen 2 en 3 vervangen als volgt :

« § 2. De controleurs kunnen, indien zij van mening zijn dat het onderhoudsgebrek van het bedrijfsvoertuig, of de aan het voertuig aangebrachte aanpassing of wijziging een veiligheidsrisico kan inhouden :

1) voorzover een nader onderzoek niet gerechtvaardigd is, het gebruik van dit voertuig, eventueel door inhouding van de boorddocumenten, met inbegrip van de eventueel vereiste vervoersvergunningen, tijdelijk opschorten. Aan deze opschorting komt een einde wanneer de controleur vaststelt dat aan het hierboven bedoelde risico werd verholpen;

2) voorzover een nader onderzoek gerechtvaardigd is, het bedrijfsvoertuig onderwerpen aan een nadere controle in een nabijgelegen keuringstation van een erkende instelling, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen. Indien bij deze controle duidelijk wordt dat het voertuig gebreken vertoont die een ernstig risico inhouden voor de inzittenden of andere weggebruikers, kan, op initiatief van de controleur worden overgegaan tot de tijdelijke opschorting zoals bedoeld in 1. »

Art. 2. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 1 september 2006 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. Onder de voorwaarden vastgesteld in artikel 4bis van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, kunnen de in bijlage 2 bij dit besluit opgenomen inbreuken op de technische eisen waaraan elk voertuig te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten

sécurité, constatées lors de contrôles techniques routiers de véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger, peuvent donner lieu à la perception, par infraction, des sommes mentionnées dans la même annexe. »

Art. 3. L'article 3 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 3. Le Total des sommes à percevoir prévues à l'annexe 2 ne peut dépasser 3.000 EUR à charge d'un même auteur d'infraction. Ce total s'élève à 6.000 EUR pour les infractions mentionnées dans les points 1c, 2i, 3d, et 3e de l'annexe 2. »

Art. 4. A l'article 5, § 1^{er}, du même arrêté, le deuxième alinéa est remplacé comme suit :

« Le Total des sommes à consigner sur place ne peut dépasser 6.000 EUR à charge d'un même auteur d'infraction. Ce total s'élève à 6.000 EUR pour les infractions mentionnées dans les points 1c, 2i, 3d, et 3e de l'annexe 2. »

Art. 5. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 2, qui est jointe en annexe au présent arrêté.

Art. 6. Le Ministre qui a le Transport dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 septembre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
Y. LETERME

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,
E. SCHOUPE

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

voldoen, vastgesteld tijdens technische controles langs de weg van bedrijfsvoertuigen die zijn ingeschreven in België of in het buitenland, aanleiding geven tot de inning per inbreuk, van de in dezelfde bijlage vermelde sommen. »

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. Het totaal van de te innen sommen, zoals vastgesteld in bijlage 2, mag ten laste van een zelfde overtreder 3.000 EUR niet overschrijden. Dit totaal bedraagt 6.000 EUR voor de inbreuken vermeld in de punten 1c, 2i, 3d, en 3e in bijlage 2. »

Art. 4. In artikel 5, § 1, van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Het totaal van de ter plaatse te consigneren sommen ten laste van een zelfde overtreder mag 3.000 EUR niet overschrijden. Dit totaal bedraagt 6.000 EUR voor de inbreuken vermeld in de punten 1c, 2i, 3d, en 3e in bijlage 2. »

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een bijlage 2 ingevoegd die als bijlage is gevoegd bij dit besluit.

Art. 6. De Minister bevoegd voor het Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 september 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
Y. LETERME

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,
E. SCHOUPE

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Annexe à l'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 instituant le contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger et l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité

« Annexe 2 à l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité

Liste des sommes à percevoir

	Infraction		Somme à percevoir (mentionnée en EUR)
1.	Contrôle technique du véhicule (Directive 2009/40/CE)		
1a.	Le conducteur d'un véhicule immatriculé (ou mis en circulation) en Belgique ne peut pas produire un certificat de visite valable d'où il ressort que le véhicule utilitaire a été soumis au contrôle technique prescrit par la Directive 2009/40/CE.	AR du 15 mars 1968 (2), art. 24.	900
1b.	Le conducteur d'un véhicule immatriculé (ou mis en circulation) en Belgique ne peut pas produire un certificat de visite valable, mais son existence a été prouvée immédiatement.	AR du 15 mars 1968, art. 24.	50
1c.	Le certificat de visite présenté est faux, a été falsifié ou détruit ou les données y mentionnées ont été falsifiées ou détruites.	AR du 15 mars 1968, art. 24.	1800
2.	Recherche des défauts d'entretien		
	Lors du contrôle du véhicule les défauts suivants ont été constatés :		

	Infraction		Somme à percevoir (mentionnée en EUR)
2a.	Défauts du dispositif de freinage et de ses éléments :		
	- une différence de plus de 30 % dans l'effort de freinage entre la (les) roue(s) de droite et de gauche sur le même essieu.	AR du 15 mars 1968, les points 1.2.1 et 1.2.2 de l'annexe 15.	(1)
	- le véhicule ou une partie d'un véhicule articulé a une efficacité de freinage insuffisante (y compris le frein à main).	AR du 15 mars 1968, les points 1.2.1 et 1.2.2 de l'annexe 15.	600
	- les freins du véhicule ou d'une partie d'un véhicule articulé ne sont pas connectés.	AR du 15 mars 1968, les points 1.2.1 et 1.2.2 de l'annexe 15.	600
	- disque de frein excessivement usé.	AR du 15 mars 1968, le point 1.1.14 de l'annexe 15.	600
	- disque de frein cassé ou fendu	AR du 15 mars 1968, le point 1.1.14 de l'annexe 15.	(1)
	- conduites, câbles ou plaquettes de frein excessivement usés, endommagés, défectueux ou mal fixés, réservoir d'air comprimé en mauvais état ou mal fixé, ou réparation inappropriée d'un élément du système de freinage.	AR du 15 mars 1968, le point 1.1 de l'annexe 15.	300
	- absence ou mauvais fonctionnement de pièces de freinage ou modification d'un élément du système de freinage.	AR du 15 mars 1968, le point 1.1 de l'annexe 15.	1000
	- fuite(s) dans les conduites de frein ou dans le réservoir d'air comprimé; roue serrante ou bloquée.	AR du 15 mars 1968, le point 1.1 de l'annexe 15.	(1)
2b.	Défauts aux feux et aux équipements d'éclairage et signalisation :		
	- un ou plusieurs feux-position avant, feux-stop, feux-position arrière, feux-encombrement, feux de position latérale, feux indicateur de direction ou autre feux sont défectueux.	AR du 15 mars 1968, le point 4 de l'annexe 15.	(1)
	- les dispositifs d'éclairage et de signalisation obligatoires du véhicule ne sont pas conformes aux prescriptions techniques ou un dispositif d'éclairage et/ou de signalisation non-réglementaire a été installé sur le véhicule.	AR du 15 mars 1968, le point 4 de l'annexe 15.	100
2c.	Jantes et pneumatiques :		
	- le montage des jantes et des pneumatiques n'est pas conforme aux prescriptions techniques.	AR du 15 mars 1968, le point 5.2 de l'annexe 15.	300
	- des manquements en particulier des fissures, des bulles, des bandes de roulement détachées, sont constatés aux jantes et aux pneumatiques.	AR du 15 mars 1968, le point 5.2 de l'annexe 15.	(1)
	- la profondeur du profil des pneumatiques n'est plus conforme aux prescriptions techniques.	AR du 15 mars 1968, le point 5.2 de l'annexe 15.	300
2d.	Direction : un défaut à l'installation de direction a été constaté.	AR du 15 mars 1968, le point 2 de l'annexe 15.	(1)
2e.	Suspension : des défauts ont été constatés à la suspension.	AR du 15 mars 1968, le point 5.3 de l'annexe 15.	(1)
2f.	Châssis :		
	- constatation de fissures, de déformations ou de corrosion sérieuse sur les longerons principaux ou d'autres éléments porteurs du châssis; une réparation ou une modification inappropriée ou non-réglementaire a été apportée au châssis.	AR du 15 mars 1968, le point 6 de l'annexe 15.	1000
	- un défaut au dispositif d'accouplement a été constaté.	AR du 15 mars 1968, le point 6 de l'annexe 15.	600
2g.	Echappement :		
	- un défaut est constaté à l'échappement (y compris la fixation).	AR du 15 mars 1968, le point 8 de l'annexe 15.	(1)
	- l'installation du système d'échappement n'est pas conforme aux prescriptions techniques.	AR du 15 mars 1968, le point 8 de l'annexe 15.	100
	- l'opacité des gaz d'échappement (diesel) dépasse la limite maximale.	AR du 15 mars 1968, le point 8 de l'annexe 15.	200
	- émissions de gaz (essence, gaz naturel ou LPG) dépassent la limite maximale.	AR du 15 mars 1968, le point 8 de l'annexe 15.	200

	Infraction		Somme à percevoir (mentionnée en EUR)
2h.	Fuites :		
	- fuites aux conduites de carburant, de liquide réfrigérant ou d'huile.	AR du 15 mars 1968, le point 6 de l'annexe 15.	(1)
	- fuites au réservoir de carburant ou d'huile.	AR du 15 mars 1968, le point 6 de l'annexe 15.	(1)
2i.	Le conducteur refuse l'inspection du véhicule.	AR du 1 septembre 2006 (3), l'art. 3.	6000
3.	Le limiteur de vitesse		
3a.	Le véhicule immatriculé ou mis en circulation dans un état membre de l'EEE n'est pas équipé d'un limiteur de vitesse alors qu'il n'en est pas dispensé.	AR du 15 mars 1968, l'article 77 et le point 7.10 de l'annexe 15.	1200
3b.	Le limiteur de vitesse n'est pas conforme à la réglementation parce que la plaque du limiteur de vitesse n'est pas valable ou parce que les sceaux sont absents ou irréguliers ou les mesures de protection prises contre une manipulation frauduleuse ne sont pas intactes.	AR du 15 mars 1968, l'article 77 et le point 7.10 de l'annexe 15.	1200
3c.	Le limiteur de vitesse fonctionne mal : il n'empêche pas que la vitesse du véhicule dépasse la limite prescrite.	AR du 15 mars 1968, l'article 77 et le point 7.10 de l'annexe 15.	1000
3d.	Le limiteur de vitesse a été manipulé frauduleusement avec l'intention d'empêcher que la vitesse du véhicule soit limitée à la valeur prescrite.	AR du 15 mars 1968, l'article 77 et le point 7.10 de l'annexe 15.	2400
3e.	Le conducteur refuse le contrôle du limiteur de vitesse.	AR du 1 septembre 2006 (3), l'art. 3.	2400

(1) Dans ces cas, l'article 4, § 2 et 3, de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 instituant le contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger est d'application;

(2) Arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que leurs accessoires de sécurité;

(3) l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 instituant le contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger. »

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 12 septembre 2011 modifiant l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 instituant le contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger et l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2006 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

Y. LETERME

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,

E. SCHOUPE

Le Ministre des Finances,

D. REYNDERS

Le Ministre de la Justice,

S. DE CLERCK

Bijlage bij het koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 september 2006 houdende invoering van de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die ingeschreven zijn in België of in het buitenland en het koninklijk besluit van 1 september 2006 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen

« Bijlage 2 bij het koninklijk besluit van 1 september 2006 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen

Lijst van de te innen sommen

	Inbreuk	Reglementering	Te innen som (uitgedrukt in EUR)
1	Technische keuring van het voertuig (Richtlijn 2009/40/EG)		
1a.	De bestuurder van een in België ingeschreven (of in het verkeer gebracht) voertuig kan geen geldig keuringsbewijs voorleggen waaruit blijkt dat het bedrijfsvoertuig de verplichte technische controle van Richtlijn 2009/40/EG heeft ondergaan.	KB van 15 maart 1968 (2), art. 24.	900
1b.	De bestuurder van een in België ingeschreven (of in het verkeer gebracht) voertuig kan geen geldig keuringsbewijs voorleggen, maar het bestaan van het keuringsbewijs werd onmiddellijk aangetoond.	KB van 15 maart 1968, art. 24.	50
1c.	Het voorgelegde keuringsbewijs is vals, werd vervalst of vernietigd of de erop voorkomende gegevens werden vervalst of vernietigd.	KB van 15 maart 1968, art. 24.	1800
2.	Opsporing van onderhoudsgebreken		
	Tijdens de inspectie van het voertuig werden volgende gebreken vastgesteld :		
2a.	Gebreken aan het remsysteem en zijn onderdelen :		
	- een afwijking in remkracht van meer dan 30 % tussen het (de) linker en het (de) rechter wiel(en) op dezelfde as.	KB van 15 maart 1968, punten 1.2.1 en 1.2.2 van bijlage 15.	(1)
	- een bedrijfsvoertuig of deel van een sleep heeft onvoldoende remdoelmatigheid (met inbegrip van de parkeerrem).	KB van 15 maart 1968, punten 1.2.1 en 1.2.2 van bijlage 15.	600
	- de remmen van een bedrijfsvoertuig of deel van een sleep zijn niet aangesloten.	KB van 15 maart 1968, punten 1.2.1 en 1.2.2 van bijlage 15.	600
	- versleten remschijf.	KB van 15 maart 1968, punt 1.1.14 van bijlage 15.	600
	- gebroken of gespleten remschijf	KB van 15 maart 1968, punt 1.1.14 van bijlage 15.	(1)
	- versleten, beschadigde, defecte of slecht geplaatste leidingen, kabels of remblokjes, reservoir van samengeperste lucht in slechte staat of slecht bevestigd, of on gepaste herstelling van een onderdeel van het remsysteem.	KB van 15 maart 1968, punt 1.1 van bijlage 15.	300
	- afwezigheid of incorrect functioneren van remonderdelen of wijziging van een onderdeel van het remsysteem.	KB van 15 maart 1968, punt 1.1 van bijlage 15.	1000
	- lek(ken) in de leidingen van het remsysteem of in het reservoir van geperste lucht, slepend of geblokkeerd wiel.	KB van 15 maart 1968, punt 1.1 van bijlage 15.	(1)
2b.	Gebreken aan lichten, verlichtings- en lichtsignaalinrichtingen :		
	- Er is een defect aan de voorlichten, stoplichten, achterlichten, omtreklichten, zijmarkeringslichten, richtingaanwijzers of andere lichten.	KB van 15 maart 1968, punt 4 van bijlage 15.	(1)
	- De verplichte verlichtings- en/of signalisatieinrichting van het voertuig is niet in overeenstemming met het algemeen reglement op de technische eisen of er werd op het voertuig een reglementair niet toegelaten verlichtings- of signalisatieinrichting aangebracht.	KB van 15 maart 1968, punt 4 van bijlage 15.	100

	Inbreuk	Reglementering	Te innen som (uitgedrukt in EUR)
2c.	Wielen en banden :		
	- de montage van de wielen of de banden is niet in overeenstemming met de technische voorschriften.	KB van 15 maart 1968, punt 5.2 van bijlage 15.	300
	- er zijn technische tekorten, inzonderheid scheuren, blazen, loskomende loopvlakken, aan de wielen of de banden.	KB van 15 maart 1968, punt 5.2 van bijlage 15.	(1)
	- de overblijvende diepte van de tekening van de banden beantwoordt niet meer aan de technische voorschriften.	KB van 15 maart 1968, punt 5.2 van bijlage 15.	300
2d.	Stuurinrichting : er worden gebreken vastgesteld aan de stuurinrichting.	KB van 15 maart 1968, punt 2 van bijlage 15.	(1)
2e.	Ophanging : er worden gebreken vastgesteld aan de ophanging.	KB van 15 maart 1968, punt 5.3 van bijlage 15.	(1)
2f.	Chassis :		
	- er worden scheuren, vervormingen of ernstige corrosie vastgesteld aan de hoofdlangsliggers of andere dragende elementen van het chassis; een ongepaste of niet-reglementaire herstelling of wijziging werd aan het chassis aangebracht.	KB van 15 maart 1968, punt 6 van bijlage 15.	1000
	- er werd een gebrek aan het koppelingssysteem vastgesteld.	KB van 15 maart 1968, punt 6 van bijlage 15.	600
2g.	Uitlaatsysteem :		
	- er is een defect aan het uitlaatsysteem (inclusief de bevestiging ervan).	KB van 15 maart 1968, punt 8 van bijlage 15.	(1)
	- het uitlaatsysteem is niet gemonteerd overeenkomstig de technische voorschriften.	KB van 15 maart 1968, punt 8 van bijlage 15.	100
	- de opaciteit van de uitlaatgassen (diesel) overschrijdt de grenswaarde.	KB van 15 maart 1968, punt 8 van bijlage 15.	200
	- de gasemissie (benzine, aardgas of vloeibaar petroleumgas «LPG») overschrijdt de grenswaarde.	KB van 15 maart 1968, punt 8 van bijlage 15.	200
2h.	Lekkages :		
	- er is een lek aan de brandstof-, koelvloeistof- of olieleidingen.	KB van 15 maart 1968, punt 6 van bijlage 15.	(1)
	- er is een lek aan het brandstof- of oliereservoir.	KB van 15 maart 1968, punt 6 van bijlage 15.	(1)
2i.	De bestuurder weigert de inspectie van het voertuig.	KB van 1 september 2006 (3), art. 3.	6000
3.	Snelheidsbegrenzer		
3a.	Er is geen snelheidsbegrenzer geïnstalleerd in een in een lidstaat van de EER ingeschreven of in het verkeer gebracht voertuig, terwijl het voertuig niet is vrijgesteld.	KB van 15 maart 1968, art. 77 en punt 7.10 van bijlage 15.	1200
3b.	De snelheidsbegrenzer is niet conform aan de reglementering wegens ongeldige snelheidsbegrenzerplaat of wegens afwezigheid of onregelmatigheid van zegels en andere voorzieningen ter bescherming van de verbindingen tegen bedrog.	KB van 15 maart 1968, art. 77 en punt 7.10 van bijlage 15.	1200
3c.	De snelheidsbegrenzer voorkomt door een gebrekkige werking niet dat de snelheid van het voertuig de voorgeschreven waarde overschrijdt.	KB van 15 maart 1968, art. 77 en punt 7.10 van bijlage 15.	1000
3d.	De snelheidsbegrenzer werd frauduleus gemanipuleerd met het opzet te voorkomen dat hij de snelheid van het voertuig beperkt tot de voorgeschreven waarde.	KB van 15 maart 1968, art. 77 en punt 7.10 van bijlage 15.	2400
3e.	De bestuurder weigert de snelheidsbegrenzer te laten controleren.	KB van 1 september 2006 (3), art. 3.	2400

(1) In deze gevallen is het artikel 4, § 2 en 3 van het koninklijk besluit van 1 september 2006 houdende invoering van de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die ingeschreven zijn in België of in het buitenland van toepassing;

(2) Koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen;

(3) Koninklijk besluit van 1 september 2006 houdende invoering van de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die ingeschreven zijn in België of in het buitenland. »

Gezien om te worden toegevoegd aan Ons besluit van 12 september 2011 tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 september 2006 houdende invoering van de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die ingeschreven zijn in België of in het buitenland en het koninklijk besluit van 1 september 2006 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
Y. LETERME

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,
E. SCHOUPPE

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2011 — 3026

[2011/204520]

4 OCTOBRE 2011. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 27 juillet 2010, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière, fixant les statuts du "Fonds social et de garantie pour les hôtels, restaurants, cafés et entreprises assimilées" (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, notamment l'article 2;

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 27 juillet 2010, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière, fixant les statuts du "Fonds social et de garantie pour les hôtels, restaurants, cafés et entreprises assimilées".

Art. 2. Le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 octobre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre
et Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances,
chargée de la Politique de migration et d'asile,
Mme J. MILQUET

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 7 janvier 1958, *Moniteur belge* du 7 février 1958.

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2011 — 3026

[2011/204520]

4 OKTOBER 2011. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juli 2010, gesloten in het Paritair Comité voor het hotelbedrijf, tot vaststelling van de statuten van het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de hotel-, restaurant-, café- en aanverwante bedrijven" (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 februari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor het hotelbedrijf;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juli 2010, gesloten in het Paritair Comité voor het hotelbedrijf, tot vaststelling van de statuten van het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de hotel-, restaurant-, café- en aanverwante bedrijven".

Art. 2. De Minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 oktober 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,
belast met het Migratie- en asielbeleid,
Mevr. J. MILQUET

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 7 januari 1958, *Belgisch Staatsblad* van 7 februari 1958.

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.